

mais elle est devenue une cour d'enquête, et non un tribunal de juges s'inspirant du droit.

Il y a lieu de mobiliser l'opinion publique contre cette pratique. Le ministre de la Justice (M. St-Laurent) s'est confondu en excuses lorsqu'il a traité cette question et, sauf erreur, on peut en dire autant du premier ministre. Il n'y a là rien de nouveau; ce n'est pas la première fois que le Parlement est critiqué. Personne, avant la guerre, n'a énoncé plus de critiques que le très honorable premier ministre. On dira qu'une telle attitude ne plaira guère à la population. Néanmoins, à mon avis, un honorable député est tenu d'agir de cette façon quand il constate qu'on pose des entraves aux droits de l'individu; quand il apprend que la liberté de conscience est violée, comme c'est le cas pour les témoins de Jéhovah, qui sont encore à l'heure actuelle détenus dans les camps de service alternatif; quand il s'aperçoit qu'on restreint la liberté de la presse en exigeant, comme on l'a fait, que des photographes remettent leur pellicules sous peine d'arrestation. Quand il observe de telles manœuvres, quand il constate que la bureaucratie n'est plus responsable envers le Parlement, un député, à quelque parti qu'il appartienne, doit se lever pour défendre la liberté et voir à ce que toute méthode totalitaire soit écartée, car, les principes britanniques qui ont résisté à l'épreuve du temps valent encore à l'heure actuelle.

M. ROBERT FAIR (Battle-River): Monsieur l'Orateur, je désire tout d'abord me joindre aux honorables députés qui ont pris la parole avant moi et féliciter les deux honorables représentants qui ont respectivement proposé (M. Viau) et appuyé (M. Winters) l'Adresse en réponse au discours du trône. Cette remarque faite, je dois dire que ce n'est pas sans une certaine crainte que je participe au présent débat. Depuis qu'elle a été engagée, la discussion a porté sur bien des questions. Nous avons été pourchassés par la gendarmerie, traduits devant les tribunaux, mis en prison, libérés provisoirement sous caution et transportés en Russie et dans diverses régions de notre pays. Bien que j'aie déjà pris part à de nombreux débats, je ne manque pas, ainsi que je l'ai dit, d'éprouver quelque crainte aujourd'hui.

J'ai l'intention d'exprimer mon appui à l'égard de toute mesure propre à assurer des avantages égaux aux citoyens de notre pays. Il me semble que c'est là le premier devoir du Gouvernement, et j'entends fonder ma thèse, premièrement sur une déclaration du premier ministre du Canada (M. Mackenzie King), en second lieu sur une observation émanant d'un ancien premier ministre de

[M. Diefenbaker.]

Grande-Bretagne et, troisièmement, sur une remarque faite par un homme d'affaires des Etats-Unis. Tout d'abord, je dirai que nous ne parviendrons jamais à l'âge d'or dans la vie économique si nous persistons à vivre dans l'âge de pierre au point de vue des idées économiques. Je crois que plusieurs d'entre nous en sont encore à cet âge de pierre. Or, tant que nous n'en serons pas sortis, la masse du peuple canadien n'aura guère de motif d'espérer. Parlant à New-York le 2 décembre 1942, devant les Pilgrims of America, le premier ministre a déclaré:

L'unique voie menant à la prospérité et à la paix est celle de l'égalité dans la coopération et de la fraternité humaine. L'ordre nouveau devra s'étendre au monde entier. Il devra reposer sur la suprématie universelle du droit. Il devra être fondé sur les droits humains plutôt que sur les droits de propriété, les privilèges ou les distinctions sociales. Il faudra mettre fin à la monopolisation du pouvoir par un pays ou une classe quelconques.

Ce passage se trouve dans le *Bulletin* d'Edmonton, numéro du 3 décembre 1942. Nous avons entendu le premier ministre nous dire que les réformes devaient être effectuées avant la fin de la guerre, car autrement, il serait trop tard. Vers la fin de 1940, l'ancien premier ministre Churchill disait, à Londres:

Quand la guerre aura été gagnée, et nous la gagnerons assurément, il faudra inclure parmi nos objectifs, celui d'instaurer une société où les avantages et privilèges qui jusqu'ici ont été l'apanage d'un petit nombre seront beaucoup plus généralement partagés par les citoyens et par la jeunesse de la nation.

Je désire maintenant citer les paroles d'un citoyen des Etats-Unis, M. Jesse F. Jones, riche Américain qui fut autrefois président de la Reconstruction Finance Corporation. Il disait:

Les Etats-Unis ont été bons pour nous. Nous avons gagné de l'argent, nous avons de magnifiques maisons, nous portons de bons vêtements, nous possédons de bonnes automobiles et nous pouvons nous offrir des banquets comme celui-ci. Nous pouvons remonter à 50 ans, à l'époque où la plupart d'entre nous ont débuté dans les affaires et indiquer ce qui s'est passé ensuite. Mais nous ne saurions voir aussi loin dans l'avenir et prédire ce qui nous attend.

Nous possédons, cependant, certaines connaissances concernant l'avenir. Par exemple, nous savons que l'ère des grandes fortunes est révolue. Ces temps-là ne reviendront plus. Nous savons aussi que la haute classe,—vous et moi,—doit se montrer plus soucieuse du bien public. Nous devons comprendre que le bien-être de la basse classe nous concerne. Nous faisons partie de la société au même titre que notre voisin.

Beaucoup d'entre nous se demandent s'il est possible d'établir l'égalité de chances pour tous, tant qu'on n'aura pas effectué un nettoyage en règle dans tous les services de l'Etat